

BENBOUZID RÉUNIT LES PARENTS D'ÉLÈVES**«Ce sont les inspecteurs qui manipulent les enseignants»**

Le ministre de l'Education nationale, Boubekour Benbouzid, a convié, hier, les membres de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves à une réunion de travail pour débattre sur la rentrée scolaire et les problèmes rencontrés au sein des établissements scolaires.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - A vrai dire, la pré-occupation du ministre dépasse de loin l'ordre du jour de cette réunion. La participation de certains chefs d'établissement et d'inspecteurs à la grève de trois jours, à laquelle ont appelée les syndicats autonomes de la Fonction publique, semble inquiéter le département de Benbouzid qui cherche à se donner les moyens de discréditer ce genre de mouvement social. En réunissant les parents d'élèves, le ministre n'a point évoqué la rentrée scolaire et les conditions de son déroulement. Il a plutôt axé son intervention sur la nécessité de mobiliser la société civile pour

défendre les intérêts des élèves à l'intérieur des établissements scolaires. Il a annoncé, à cet effet, la promulgation, dans les jours à venir, d'un décret exécutif rendant obligatoire la présence d'une association de parents d'élèves dans chaque établissement scolaire. Veut-il en faire un partenaire social ou un moyen de casser la mobilisation du personnel de l'éducation, qui s'exprime de plus en plus ? L'avertissement lancé par le ministre aux inspecteurs de l'éducation, précisant qu'ils seront sévèrement contrôlés, est révélateur de la détermination du ministre à faire payer à cette frange du personnel éducatif sa participation à la der-



Benbouzid menaçant.

Photo : Samir Sid

Recrutement de 1 400 enseignants

Le ministre de l'Education nationale a annoncé le recrutement, dans les tout prochains jours, de 1 400 licenciés issus des différentes Ecoles normales supérieures (ENS). Cette mesure intervient pour combler le déficit en enseignants dans plusieurs disciplines, dans les régions enclavées. Il s'agit notamment de renforcer les effectifs des enseignants de français et autres langues étrangères.

R. M.

nière grève de trois jours. Il ira jusqu'à les qualifier de manipulateurs. «Ce sont eux qui poussent les enseignants et les chefs d'établissements à la revendication», dit-il, en ajoutant : «Nous allons leur couper l'herbe sous le pied. On ne va pas se taire. Ils feront l'objet d'un suivi régulier.» A entendre le ministre, les ins-

pecteurs de l'éducation seraient devenus de vulgaires perturbateurs, qu'il faut éliminer. Ne sont-ils pas de simples fonctionnaires qui appliquent à la lettre les directives de son département ? En quoi les inspecteurs dérangent-ils, si leurs revendications se limitent à réclamer le respect des droits consacrés par les lois de la

République ? Ce n'est pas tout. Le ministre s'en est pris également aux directeurs des établissements scolaires. «Ce

sont aussi eux, ces directeurs, qui vous empêchent de vous structurer au sein des établissements. Ils ont des intérêts à protéger et refusent un regard externe sur la gestion des établissements», dira-t-il aux parents d'élèves. Selon M. Benbouzid une enveloppe de 20 milliards de dinars consacrée aux cantines scolaires est gérée par les directeurs des établissements.

Il est impossible, selon lui, de rationaliser les dépenses, vu le nombre important d'établissements. De ce fait, le ministre veut faire jouer aux associations des parents d'élèves le rôle de garde-fou concernant ces dépenses. Il convient de préciser que le ministre a déjà instruit la Fédération des associations de parents d'élèves de créer 25 000 associations, mais celle-ci sera confrontée dans la réalisation de cet objectif, à des difficultés au niveau du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

R. M.

AU 2^e JOUR DE LA GRÈVE DES ADJOINTS DE L'ÉDUCATION NATIONALE**Le taux de participation atteint les 84%**

Les adjoints de l'éducation nationale entament aujourd'hui leur troisième journée de grève qui s'achèvera demain. Le taux de suivi de cette action de protestation a atteint les 84% au niveau national, selon les grévistes qui revendiquent un statut digne de leur mission et plus de considération de la part de leur tutelle.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Contacté hier par téléphone, le coordinateur national des adjoints de l'éducation, M. Mourad Fertak, a déclaré que «le taux de suivi du débrayage varie d'une wilaya à une autre». Concernant Béjaïa, Khenchela, Bordj-Bou-Arréridj et Mostaganem, notre interlocuteur parle d'une action réussie à 100 %. Alger figure à la dernière place par rapport à d'autres wilayas où l'on a enregistré un taux de participation ne dépassant pas les 58%.

Au premier jour, les chiffres avancés par les grévistes et la tutelle, à travers différentes régions du pays, ont suscité une véritable polémique dans le milieu de l'éducation.

L'on peut citer l'exemple de la wilaya de Annaba où la coordination a enregistré un taux de participation à la grève de 65%, contrairement aux 19,32 % officiels.

A Jijel aussi, où 800 per-



Grande mobilisation des grévistes affiliés au SNTE.

Photo : Newpress

sonnes exercent comme adjoints de l'éducation, les grévistes font état d'un chiffre de 75% contre les 1,20% annoncés par la Direction de l'éducation.

A l'ouest du pays, la grève semble réussir, si l'on se fie aux 60% communiqués par la coordination des auxiliaires de l'éducation rattachés à la SNTE. «Ce statut fait de nous un corps mort. Nous avons été rétrogradés et aucune perspective de promotion n'est à espérer», dénoncent les représentants des grévistes qui comptent durcir leur mouvement de protestation «jusqu'à la satisfaction de nos revendications concernant

notre statut et l'amélioration de nos conditions de travail». Cette catégorie des professionnels de l'éducation demande en fait la promotion de poste d'adjoint à celui de conseiller de l'éducation, la classification de ce corps dans la catégorie 10 au lieu de 7 et la réduction du volume horaire.

L'organisation de cycles de formation et de recyclages figure parmi les nombreuses revendications transmises à la tutelle qui n'aurait entrepris aucun contact avec les grévistes, selon M. Mourad Fertak.

La coordination des adjoints de l'éducation a prévu

un point de presse pour demain au niveau de la wilaya de Constantine, selon toujours M. Fertak.

Un bilan de cette grève sera présenté par la coordination qui ne compte pas s'arrêter en si bon chemin puisque d'autres actions, «plus radicales» seront menées dans les prochaines semaines, ajoute notre interlocuteur qui s'est montré satisfait des résultats obtenus durant les deux premiers jours de débrayage.

Toutes les tentatives de contacter les responsables du ministère de l'Education nationale ont été vaines.

L. M.

INTERSYNDICALE DE LA FONCTION PUBLIQUE
Regroupement national
le 28 novembre

L'intersyndicale autonome de la fonction publique réunira les cadres syndicaux de ses affiliées le 28 novembre prochains à Alger. La charte de l'intersyndicale, en phase d'élaboration, sera, à l'occasion, soumise à approbation.

Composée de sept structures syndicales autonomes, l'intersyndicale fait de ce regroupement le socle sur lequel reposeront les actions futures, lesquelles seront musclées, à en croire les responsables des syndicats affiliés, réunis hier au siège national du Snapap à Alger pour animer une conférence de presse. Les différents intervenants ont fait remarquer que la base, échaudée par l'inaboutissement des grèves de deux à trois jours, revendique le recours à un débrayage illimité, sinon du moins des grèves longue durée. Cependant, pour l'heure, une telle initiative reste du domaine de la velléité. Aucune résolution n'est prise à ce propos. Il faudra peut-être attendre le regroupement du 28 novembre prochain pour voir si l'intersyndicale opte pour ce mode de protestation. Ou sinon l'achèvement des regroupements régionaux qu'elle compte organiser dans la continuité du grand rassemblement national d'Alger. Cette grève, ou à tout le moins le sit-in devant le palais du Gouvernement, suggéré par un membre de l'intersyndicale, postulera à amener les autorités à prendre en charge et à satisfaire une plate-forme de revendications déjà bien ficelée. Celle-ci consigne une série de préoccupations et de doléances, en tête desquelles on peut citer «l'augmentation des salaires dans la Fonction publique par l'abrogation de l'article 87 bis et la revalorisation de la valeur du point indiciaire et son indexation sur un pouvoir d'achat viable, ainsi que le paiement régulier des salaires». Bien entendu, l'intersyndicale n'omet pas d'inscrire au chapitre de ses revendications la demande d'une «participation des syndicats autonomes à l'élaboration de la législation sociale et syndicale, des statuts et régimes indemnitaires des différents secteurs» ainsi que «l'intégration des contractuels et vacataires par la création de nouveaux postes budgétaires». L'intersyndicale plaide également pour «l'instauration d'un régime de retraites assurant une vie dans la dignité». Les affiliés à l'intersyndicale, le SNTE, le Snapap, le CLA, la coordination des sections Cnes, le Cnapest, le Satef, le SNPSP, n'ont pas raté l'opportunité de leur conférence de presse pour tomber à bras raccourcis sur le regroupement rival que constitue la Coordination nationale des syndicats de la Fonction publique. Pour eux, cette coordination «est minée de l'intérieur et elle est gérée par le secrétaire général du ministère de l'Education nationale». Selon M. Sadali du Satef, la grève initiée récemment par la coordination participe d'une manipulation préélectorale.

S. A. I.